



Sarl Expertise Conseil Immobilier

15 rue des Pyrénées 65320 Lagarde

Tél. 06.64.42.19.50

Mail : sarl.eci@outlook.com

Société à responsabilité limitée au capital de 5000 Euros

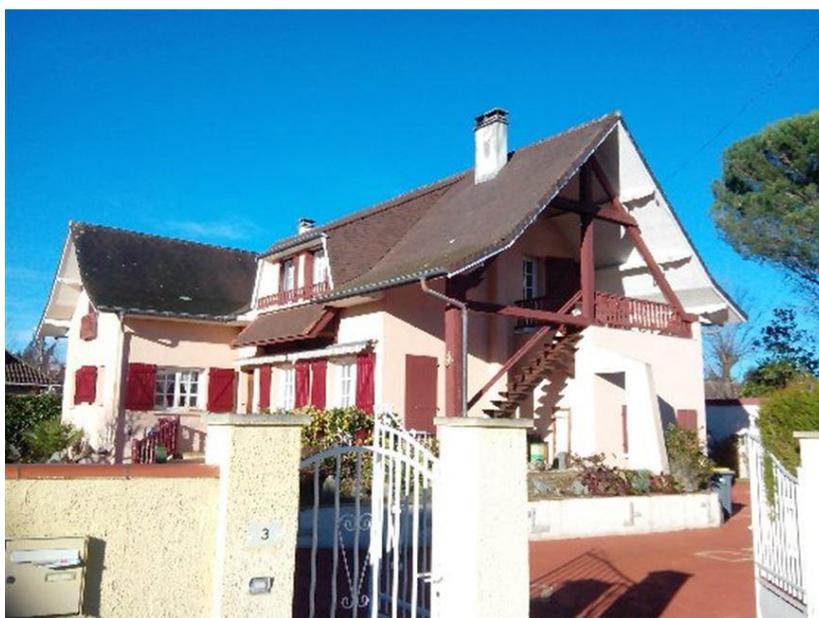
RCS 79698073600010 – APE 6820B

TVA non applicable – Article 293 B du CGI

Dossier Technique Immobilier

Numéro de dossier : 2014/01/0007

Date du repérage : 22/11/2016



Désignation du ou des bâtiments		Désignation du propriétaire	
<p><i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département : ... Hautes-Pyrénées Adresse : 3 Impasse Marita Commune : 65310 ODOS</p> <p>Désignation et situation du ou des lots de copropriété : Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété</p> <p>Périmètre de repérage : Toute la maison, du sous-sol aux combles.</p>		<p><i>Désignation du client :</i> Nom et prénom : Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili Adresse : 3 Impasse Marita 65310 ODOS</p>	
Objet de la mission :			
<input type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante <input checked="" type="checkbox"/> Constat amiante avant-vente <input type="checkbox"/> Dossier amiante Parties Privatives <input type="checkbox"/> Diag amiante avant travaux <input type="checkbox"/> Diag amiante avant démolition <input checked="" type="checkbox"/> Etat relatif à la présence de termites <input type="checkbox"/> Etat parasitaire <input type="checkbox"/> Etat Risques Naturels et technologiques <input type="checkbox"/> Etat des lieux	<input type="checkbox"/> Métrage (Loi Carrez) <input type="checkbox"/> Métrage (Loi Boutin) <input type="checkbox"/> Exposition au plomb (CREP) <input type="checkbox"/> Exposition au plomb (DRIPP) <input type="checkbox"/> Diag Assainissement <input type="checkbox"/> Sécurité piscines <input checked="" type="checkbox"/> Etat des Installations gaz <input type="checkbox"/> Plomb dans l'eau <input type="checkbox"/> Sécurité Incendie	<input checked="" type="checkbox"/> Etat des Installations électriques <input type="checkbox"/> Diagnostic Technique (SRU) <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic énergétique <input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro <input type="checkbox"/> Ascenseur <input type="checkbox"/> Etat des lieux (Loi Scellier) <input type="checkbox"/> Radon <input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés	



Sarl Expertise Conseil Immobilier

15 rue des Pyrénées 65320 Lagarde

Tél. 06.64.42.19.50

Mail : sarl.eci@outlook.com

Société à responsabilité limitée au capital de 5000 Euros

RCS 79698073600010 – APE 6820B

TVA non applicable – Article 293 B du CGI

Résumé de l'expertise n° 2014/01/0007

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.

Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : **3 Impasse Marita**

Commune : **65310 ODOS**

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété

Périmètre de repérage : **Toute la maison, du sous-sol aux combles.**

	Prestations	Conclusion
	DPE	Consommation énergétique  D  180 kWh _{EP} /m ² .an Emission de GES  E  42 kg _{eqCO₂} /m ² .an
	Amiante	Dans le cadre de la mission, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.
	Gaz	L'installation ne comporte aucune anomalie
	Électricité	L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).
	Etat Termite/Parasitaire	Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.



Sarl Expertise Conseil Immobilier
 15 rue des Pyrénées 65320 Lagarde
 Tél. 06.64.42.19.50
 Mail : sarl.eci@outlook.com
 Société à responsabilité limitée au capital de 5000 Euros
 RCS 79698073600010 – APE 6820B
 TVA non applicable – Article 293 B du CGI

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.1)

N° :2014/01/0007 Valable jusqu'au :22/11/2026 Type de bâtiment :Habitation (en maison individuelle) Année de construction : ..1948 - 1974 Surface habitable :243 m ² Adresse :3 Impasse Marita 65310 ODOS	Date (visite) :22/11/2016 Diagnostiqueur : . William RAULET Certification : CERTIFI n°7-0214 obtenue le 26/10/2012  Signature :
Propriétaire : Nom : Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili Adresse : 3 Impasse Marita 65310 ODOS	Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) : Nom : Adresse :

Consommations annuelles par énergie

Obtenues par la méthode 3CL-DPE, version 1.3, estimées à l'immeuble / au logement, prix moyens des énergies indexés au 15 Août 2015

	Consommations en énergies finales	Consommations en énergie primaire	Frais annuels d'énergie
	détail par énergie et par usage en kWh _{EF}	détail par énergie et par usage en kWh _{EP}	
Chauffage	Gaz Naturel : 40 148 kWh _{EF}	40 148 kWh _{EP}	2 349 €
Eau chaude sanitaire	Gaz Naturel : 3 765 kWh _{EF}	3 765 kWh _{EP}	220 €
Refroidissement	-	-	-
CONSOMMATION D'ENERGIE POUR LES USAGES RECENSÉS	Gaz Naturel : 43 912 kWh _{EF}	43 912 kWh _{EP}	2 803 € (dont abonnement: 234 €)

Consommations énergétiques

(En énergie primaire)

Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement

Émissions de gaz à effet de serre

(GES)

Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement

Consommation conventionnelle : 180 kWh_{EP}/m².an
 sur la base d'estimations à l'immeuble / au logement

Estimation des émissions : 42 kg_{éqCO₂}/m².an

<p>Logement économe</p> <p>≤ 50 A</p> <p>51 à 90 B</p> <p>91 à 150 C</p> <p>151 à 230 D</p> <p>231 à 330 E</p> <p>331 à 450 F</p> <p>> 450 G</p> <p>Logement énergivore</p>	<p>Logement</p> <p>180</p> <p>kWh_{EP}/m².an</p>	<p>Faible émission de GES</p> <p>≤ 5 A</p> <p>6 à 10 B</p> <p>11 à 20 C</p> <p>21 à 35 D</p> <p>36 à 55 E</p> <p>56 à 80 F</p> <p>> 80 G</p> <p>Forte émission de GES</p>	<p>Logement</p> <p>42</p> <p>kg_{éqCO₂}/m².an</p>
---	---	---	---

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.1)

Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
Murs : Mur double avec lame d'air non isolé donnant sur l'extérieur	Système de chauffage : Chaudière installée après 2000 régulée, avec programmateur Emetteurs: Radiateurs aluminium munis de robinets thermostatiques	Système de production d'ECS : Chaudière installée après 2000
Toiture : Plafond sous solives bois donnant sur un comble faiblement ventilé avec isolation intérieure (réalisée entre 2001 et 2005) sous combles perdus		
Menuiseries : Porte(s) bois avec double vitrage Porte(s) bois avec moins de 30% de vitrage simple Fenêtres battantes bois, double vitrage avec lame d'air 6 mm et volets battants bois Fenêtres battantes bois, double vitrage avec lame d'air 6 mm	Système de refroidissement : Néant	Système de ventilation : VMC SF Auto réglable avant 82
Plancher bas : Plancher lourd type, entrevous terre-cuite, poutrelles béton non isolé donnant sur un garage Plancher lourd type, entrevous terre-cuite, poutrelles béton non isolé donnant sur un local chauffé Plancher lourd type, entrevous terre-cuite, poutrelles béton non isolé donnant sur un vide-sanitaire	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Néant	
Énergies renouvelables	Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 0 kWh _{EP} /m ² .an	
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant		

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Consommation conventionnelle

Ces consommations sont dites conventionnelles car calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu.

Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard.

Conditions standard

Les conditions standard portent sur le mode de chauffage (températures de chauffe respectives de jour et de nuit, périodes de vacance du logement), le nombre d'occupants et leur consommation d'eau chaude, la rigueur du climat local (température de l'air et de l'eau potable à l'extérieur, durée et intensité de l'ensoleillement). Ces conditions standard servent d'hypothèses de base aux méthodes de calcul. Certains de ces paramètres font l'objet de conventions unifiées entre les méthodes de calcul.

Constitution des étiquettes

La consommation conventionnelle indiquée sur l'étiquette énergie est obtenue en déduisant de la consommation d'énergie calculée, la consommation d'énergie issue éventuellement d'installations solaires thermiques ou pour le solaire photovoltaïque, la partie d'énergie photovoltaïque utilisée dans la partie privative du lot.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course. L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Usages recensés

Dans les cas où une méthode de calcul est utilisée, elle ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.

Certaines consommations comme l'éclairage, la cuisson ou l'électroménager ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Variations des conventions de calcul et des prix de l'énergie

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps.

La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêt en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.1)

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, réglez le thermostat à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.
- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.

- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et de nettoyer régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Éclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.1)

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Les consommations, économies, efforts et retours sur investissement proposés ici sont donnés à titre indicatif et séparément les uns des autres. Certains coûts d'investissement additionnels éventuels (travaux de finition, etc.) ne sont pas pris en compte. Ces valeurs devront impérativement être complétées avant réalisation des travaux par des devis d'entreprises. Enfin, il est à noter que certaines aides fiscales peuvent minimiser les coûts moyens annoncés (subventions, crédit d'impôt, etc.). La TVA est comptée au taux en vigueur.

Mesures d'amélioration	Nouvelle conso. Conventionnelle	Effort d'investissement*	Économies	Rapidité du retour sur investissement*	Crédit d'impôt
Isolation des murs par l'extérieur	118	€€€€	****	◆◆	15%
Recommandation : Si un ravalement de façade est prévu, effectuez une isolation par l'extérieur avec des retours d'isolants au niveau des tableaux de bois quand cela est possible. Détail : Ce type d'isolation est avantageux car protège le mur des variations climatiques et supprime les ponts thermiques. Pour bénéficier du crédit d'impôts, il faut atteindre une résistance thermique supérieure à 3,7 m².K/W.					
Installation ventilation double flux	165	€€€	****	◆◆◆	-
Recommandation : Si un aménagement complet et du bâtiment est prévu étudier la possibilité de mettre en place une ventilation double flux. Détail : Ce système de ventilation permet de réaliser des économies importantes sur le chauffage en récupérant la chaleur de l'air vicié pour la transmettre à l'air qui sera insufflé dans la maison. Les bouches de soufflage et les bouches d'extraction doivent être nettoyées régulièrement. Le caisson de ventilation doit être vérifié tous les 3 ans par un professionnel. La ventilation ne doit jamais être arrêtée.					
Nettoyer les bouches d'extraction et les entrées d'air	-	-	-	-	-
Recommandation : Nettoyer les bouches d'extraction et les entrées d'air régulièrement en les dépoussiérant. Détail : Si la ventilation est insuffisante, ouvrir les fenêtres régulièrement, en pensant à fermer les émetteurs de chauffage situés sous les fenêtres en hiver.					

* Calculé sans tenir compte d'un éventuel crédit d'impôt

Légende		
Économies	Effort d'investissement	Rapidité du retour sur investissement
* : moins de 100 € TTC/an	€ : moins de 200 € TTC	◆◆◆◆ : moins de 5 ans
** : de 100 à 200 € TTC/an	€€ : de 200 à 1000 € TTC	◆◆◆ : de 5 à 10 ans
*** : de 200 à 300 € TTC/an	€€€ : de 1000 à 5000 € TTC	◆◆ : de 10 à 15 ans
**** : plus de 300 € TTC/an	€€€€ : plus de 5000 € TTC	◆ : plus de 15 ans

Commentaires Néant

Références réglementaires et logiciel utilisés : Article L134-4-2 du CCH et décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêté du 17 octobre 2012, arrêté du 1er décembre 2015, décret 2006-1653, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 et décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH. Logiciel utilisé : LICIEL Diagnostics v4.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !

www.impots.gouv.fr

Pour plus d'informations : www.developpement-durable.gouv.fr ou www.ademe.fr

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **CERTIFI - 37, route de Paris 31140 AUCAMVILLE (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**

Diagnostic de performance énergétique

Fiche Technique

Cette page recense les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur dans la méthode de calcul pour en évaluer la consommation énergétique.

En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.application.developpement-durable.gouv.fr).

Catégorie	Données d'entrée	Valeurs renseignées
Généralité	Département	65 Hautes Pyrénées
	Altitude	322 m
	Type de bâtiment	Maison Individuelle
	Année de construction	1948 - 1974
	Surface habitable du lot	243 m ²
	Nombre de niveau	3
	Hauteur moyenne sous plafond	2,5 m
	Nombre de logement du bâtiment	1
Enveloppe	Caractéristiques des murs	Mur double avec lame d'air non isolé donnant sur l'extérieur Surface : 200 m ² , Donnant sur : l'extérieur, U : 1,55 W/m ² C, b : 1
	Caractéristiques des planchers	Plancher lourd type, entrevous terre-cuite, poutrelles béton non isolé donnant sur un garage Surface : 40 m ² , Donnant sur : un garage, U : 2 W/m ² C, b : 0,9
		Plancher lourd type, entrevous terre-cuite, poutrelles béton non isolé donnant sur un local chauffé Surface : 40 m ² , Donnant sur : un local chauffé, U : 2 W/m ² C, b : 0
		Plancher lourd type, entrevous terre-cuite, poutrelles béton non isolé donnant sur un vide-sanitaire Surface : 30 m ² , Donnant sur : un vide-sanitaire, U : 2 W/m ² C, b : 0,8
	Caractéristiques des plafonds	Plafond sous solives bois donnant sur un comble faiblement ventilé avec isolation intérieure (réalisée entre 2001 et 2005) sous combles perdus Surface : 110 m ² , Donnant sur : un comble faiblement ventilé, U : 0,23 W/m ² C, b : 1
	Caractéristiques des baies	Fenêtres battantes bois, orientée Nord, double vitrage avec lame d'air 6 mm et volets battants bois Surface : 4 m ² , Orientation : Nord, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, Ujn : 2,5 W/m ² C, Uw : 3,2 W/m ² C, b : 1
		Fenêtres battantes bois, orientée Sud, double vitrage avec lame d'air 6 mm et volets battants bois Surface : 9.60 m ² , Orientation : Sud, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, Ujn : 2,5 W/m ² C, Uw : 3,2 W/m ² C, b : 1
Fenêtres battantes bois, orientée Est, double vitrage avec lame d'air 6 mm Surface : 4 m ² , Orientation : Est, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, Ujn : 3,2 W/m ² C, Uw : 3,2 W/m ² C, b : 1		
Fenêtres battantes bois, orientée Ouest, double vitrage avec lame d'air 6 mm Surface : 4 m ² , Orientation : Ouest, Inclinaison : > 75 °, Absence de masque, Ujn : 3,2 W/m ² C, Uw : 3,2 W/m ² C, b : 1		
Caractéristiques des portes	Porte(s) bois avec double vitrage Surface : 6 m ² , U : 3,3 W/m ² C, b : 1 Porte(s) bois avec moins de 30% de vitrage simple Surface : 2.5 m ² , U : 4 W/m ² C, b : 1	
Caractéristiques des ponts thermiques	Définition des ponts thermiques Liaison Mur / Fenêtres Nord : Psi : 0,38, Linéaire : 8 m, Liaison Mur / Fenêtres Sud : Psi : 0,38, Linéaire : 12 m, Liaison Mur / Fenêtres Est : Psi : 0,38, Linéaire : 8 m, Liaison Mur / Fenêtres Ouest : Psi : 0,38, Linéaire : 8 m, Liaison Mur / Porte : Psi : 0,38, Linéaire : 10 m, Liaison Mur / Porte : Psi : 0,38, Linéaire : 7 m, Liaison Mur / Plancher_int : Psi : 0,86, Linéaire : 42 m, Liaison Mur / Refend : Psi : 0,73, Linéaire : 10 m, Liaison Mur / Plancher : Psi : 0,39, Linéaire : 20 m	
Système	Caractéristiques de la ventilation	VMC SF Auto réglable avant 82 Qvareq : 1,9, Smea : 2, Q4pa/m ² : 898,7, Q4pa : 898,7, Hvent : 156,8, Hperm : 17,3
	Caractéristiques du chauffage	Chaudière installée après 2000 régulée, avec programmateur Emetteurs: Radiateurs aluminium munis de robinets thermostatiques Re : 0,95, Rr : 0,95, Rd : 0,91, Pn : 28, Fch : 0
	Caractéristiques de la production d'eau chaude sanitaire	Chaudière installée après 2000 Beccs : 2362, Rd : 0,82, Rg : 0,77, Pn : 21, Ieccs : 1,59, Feccs : 0
	Caractéristiques de la climatisation	Néant

Explications personnalisées sur les éléments pouvant mener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Néant

Tableau récapitulatif de la méthode à utiliser pour la réalisation du DPE :

	Bâtiment à usage principal d'habitation						Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation
	DPE pour un immeuble ou une maison individuelle		Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel quand un DPE a été réalisé à l'immeuble	DPE non réalisé à l'immeuble		Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel	
				Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		
Calcul conventionnel		X	A partir du DPE à l'immeuble		X		
Utilisation des factures	X			X		X	X

Pour plus d'informations :
www.developpement-durable.gouv.fr rubrique performance énergétique
www.ademe.fr



Sarl Expertise Conseil Immobilier
15 rue des Pyrénées 65320 Lagarde
Tél. 06.64.42.19.50
Mail : sarl.eci@outlook.com
Société à responsabilité limitée au capital de 5000 Euros
RCS 79698073600010 – APE 6820B
TVA non applicable – Article 293 B du CGI

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 2014/01/0007
Date du repérage : 22/11/2016

Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires	Articles L 271-4 à L 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Art. L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 ^{er} juin 2015.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 de décembre 2008 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante - Guide d'application GA X 46-034 d'août 2009

Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : 3 Impasse Marita Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété Code postal, ville : .. 65310 ODOS
Périmètre de repérage : Toute la maison, du sous-sol aux combles.
Type de logement : Maison > 200 m²
Fonction principale du bâtiment : Habitation (maisons individuelles)
Date de construction : < 1997

Le propriétaire et le donneur d'ordre

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili Adresse : 3 Impasse Marita 65310 ODOS
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili Adresse : 3 Impasse Marita 65310 ODOS

Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	William RAULET	Opérateur de repérage	CERTIFI 37, route de Paris 31140 AUCAMVILLE	Obtention : 26/10/2012 Échéance : 25/10/2017 N° de certification : 7-0214
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport				
Raison sociale de l'entreprise : Sarl Expertise Conseil Immobilier (Numéro SIRET : 79898073600010) Adresse : 15 rue des Pyrénées, 65320 LAGARDE Désignation de la compagnie d'assurance : Allianz Numéro de police et date de validité : 53.443.331 / 31/12/2016				

Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : 23/11/2016, remis au propriétaire le 23/11/2016
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 13 pages

Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
 - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
 - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures
- 7 Annexes

1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

Adresse :

Numéro de l'accréditation Cofrac :

3. – La mission de repérage

3.1 L’objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l’immeuble bâti, ou de la partie d’immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d’immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l’amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s’exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L’intitulé de la mission

«Repérage en vue de l’établissement du constat établi à l’occasion de la vente de tout ou partie d’un immeuble bâti».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L’article L 271-4 du code de la construction et de l’habitation prévoit qu’ *«en cas de vente de tout ou partie d’un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l’acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»*

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, *«l’état mentionnant la présence ou l’absence de matériaux ou produits contenant de l’amiante prévu à l’article L. 1334-13 du même code»*.

La mission, s’inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L’objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d’identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l’amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»

L’Annexe du Code de la santé publique est l’annexe 13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l’Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l’amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l’extrait du texte de l’Annexe 13.9

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l’amiante avant démolition d’immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugeages
	Faux plafonds

Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement dur (plaques de menuiseries)
	Revêtement dur (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres verticaux	Entourages de poteaux (carton+plâtre)
	Coffrage perdu
	Panneaux de cloisons
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres Horizontaux	Enduits projetés
	Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits
	Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
	Rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses)
	Joints (bandes)
Vide-ordures	Conduits
4. Eléments extérieurs	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
Bardages et façades légères	Bardeaux bitumineux
	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
Conduits en toiture et façade	Panneaux (fibres-ciment)
	Conduites d’eaux pluviales en amiante-ciment
	Conduites d’eaux usées en amiante-ciment
	Conduits de fumée en amiante-ciment

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

RdC - Entrée/couloir,	Étage 1 - Salle d'eau 1,
RdC - Salon-séjour,	Étage 1 - Couloir,
RdC - Salle à manger,	Étage 1 - Salle d'eau 2,
RdC - Cuisine,	Étage 1 - Chambre 4,
RdC - Buanderie,	Étage 1 - Chambre 5,
RdC - Cellier,	Sous-Sol - Escalier,
RdC - Wc,	Sous-Sol - Garage,
RdC - Salle de bain,	Sous-Sol - Chaufferie,
RdC - Chambre 1,	Sous-Sol - Cave,
RdC - Escalier,	Sous-Sol - Bureau 1,
Étage 1 - Palier,	Sous-Sol - Wc,
Étage 1 - Chambre 2,	Sous-Sol - Escalier 2,
Étage 1 - Chambre 3,	Sous-Sol - Bureau 2,
Étage 1 - Wc,	Sous-Sol - Vide-sanitaire

Localisation	Description
RdC - Entrée/couloir	Sol : hourdis briques creuses + béton et Carrelage Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Plâtre et carrelage Porte d'entrée : Bois et Vernis
RdC - Salon-séjour	Sol : hourdis briques creuses + béton et Carrelage Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et poutres bois Plinthes : Plâtre et carrelage Fenêtre avec volets : Bois et Peinture porte : Bois et Peinture
RdC - Salle à manger	Sol : hourdis briques creuses + béton et Carrelage Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Plâtre et carrelage Fenêtre avec volets : Bois et Peinture porte : Bois et Peinture
RdC - Cuisine	Sol : hourdis briques creuses + béton et Carrelage Mur : Plâtre et peinture et faïence Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Plâtre et carrelage porte : Bois et Peinture Fenêtre avec volets : Bois et Peinture
RdC - Buanderie	Sol : Béton et Carrelage Mur : Plâtre et peinture et faïence Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Plâtre et carrelage Fenêtre : Bois et Peinture Porte ext. : Bois et Vernis
RdC - Cellier	Sol : hourdis briques creuses + béton et Carrelage Mur : Plâtre et peinture et faïence Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Plâtre et carrelage Porte : Bois et Peinture
RdC - Wc	Sol : hourdis briques creuses + béton et Carrelage Mur : Plâtre et peinture et faïence Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Plâtre et carrelage Fenêtre : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture
RdC - Salle de bain	Sol : hourdis briques creuses + béton et Carrelage Mur : Plâtre et faïence Plafond : Plâtre et Peinture Fenêtre : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture
RdC - Chambre 1	Sol : hourdis briques creuses + béton et plancher bois type stratifié Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Plâtre et bois Fenêtre : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture

RdC - Escalier	Sol : bois et Moquette collée Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois
Étage 1 - Palier	Sol : Béton et plancher bois type stratifié Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture porte-fenêtre avec volets : Bois et Peinture
Étage 1 - Chambre 2	Sol : Béton et plancher bois type stratifié Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture fenêtre avec volets : Bois et Peinture Porte d'entrée : Bois et Peinture
Étage 1 - Chambre 3	Sol : Béton et plancher bois type stratifié Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture fenêtre avec volets : Bois et Peinture Porte d'entrée : Bois et Peinture
Étage 1 - Chambre 4	Sol : Béton et plancher bois type stratifié Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois fenêtre de toit : Bois Porte d'entrée : Bois et Peinture
Étage 1 - Couloir	Sol : Béton et plancher bois type stratifié Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois
Étage 1 - Salle d'eau 1	Sol : Béton et Carrelage Mur : Plâtre et peinture et faïence Plafond : Plâtre et Peinture fenêtre : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture
Étage 1 - Wc	Sol : Béton et Carrelage Mur : Plâtre et papier peint et faïence Plafond : Plâtre et papier peint fenêtre : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture
Étage 1 - Salle d'eau 2	Sol : Béton et Carrelage Mur : Plâtre et faïence Plafond : Plâtre et Peinture fenêtre : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture
Étage 1 - Chambre 5	Sol : Béton et moquette Mur : Plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois porte-fenêtre avec volets : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture
Sous-Sol - Escalier	Sol : Béton Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois et Peinture
Sous-Sol - Garage	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Hourdis Briques creuses Porte : Bois et Vernis
Sous-Sol - Chaufferie	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Hourdis Briques creuses et plâtre
Sous-Sol - Cave	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Hourdis Briques creuses et plâtre
Sous-Sol - Bureau 1	Sol : Béton et Carrelage Mur : Béton + plâtre et Peinture Plafond : Hourdis Briques creuses + Plâtre et Peinture Plinthes : Plâtre et carrelage fenêtre : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture
Sous-Sol - Wc	Sol : Béton et Carrelage Mur : Béton + plâtre et Peinture Plafond : Hourdis Briques creuses + Plâtre et Peinture Plinthes : Plâtre et carrelage fenêtre : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture
Sous-Sol - Escalier 2	Sol : Béton et pierre décorative type marbre Mur : Béton + plâtre et Peinture Plafond : Hourdis Briques creuses + Plâtre et Peinture Porte : Bois et Peinture

Sous-Sol - Bureau 2	Sol : Béton et plancher bois type stratifié Mur : Béton + plâtre et papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois fenêtre avec volets : Bois et Peinture Porte : Bois et Peinture
Sous-Sol - Vide-sanitaire	Sol : terre battue Mur : Béton Plafond : Hourdis briques creuses et Peinture

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Dossier de plans	Oui

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 14/01/2014

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 22/11/2016

Heure d'arrivée : 14 h 45

Durée du repérage : 01 h 15

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Mme LACOQUE Lili

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision de décembre 2008.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

4.4 Plan et procédures de prélèvements

Néant

5. – Résultats détaillés du repérage

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport
** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

5.3 Liste des matériaux ou produits (liste A et B) ne contenant pas d'amiante sur justificatif

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

6. – Signatures

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **CERTIFI** 37, route de Paris 31140 AUCAMVILLE (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)*

Fait à **LAGARDE**, le **23/11/2016**

Par : **William RAULET**

Signature du représentant :

Sarl Expertise Conseil Immobilier
15, rue des Pyrénées 65320 LAGARDE
Tél: 06 64 42 19 40
Mail: partiel@expertise.com
Sarl au capital de 5000 Euros
RCS 798980736 - APE 6820B
TVA non applicable - Article 293 B de CGI

ANNEXES**Au rapport de mission de repérage n° 2014/01/0007****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes**7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****7.4 Conséquences réglementaires et recommandations****7.5 Recommandations générales de sécurité****7.6 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Schéma de repérage

Néant

Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	Nom du propriétaire : Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili Adresse du bien : 3 Impasse Marita 65310 ODOS
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

Copie des rapports d'essais :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée,

fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.
---	---	--

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 - L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 - La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 - Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièremement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièremement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièremement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

- Réalisation d'une « évaluation périodique »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
 - Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
- Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
 - Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
 - Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
- Réalisation d'une « action corrective de second niveau »**, qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 - Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièremement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 - Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales**a) Dangerosité de l'amiante**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièremement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère

cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;

- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7.6 - Annexe - Autres documents

Néant



Sarl Expertise Conseil Immobilier

15 rue des Pyrénées 65320 Lagarde

Tél. 06.64.42.19.50

Mail : sarl.eci@outlook.com

Société à responsabilité limitée au capital de 5000 Euros

RCS 79898073600010 – APE 6820B

TVA non applicable – Article 293 B du CGI

Etat de l'Installation Intérieure de Gaz

Numéro de dossier : 2014/01/0007
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 45-500 (Janvier 2013)
Date du repérage : 22/11/2016
Heure d'arrivée : 14 h 45
Durée du repérage : 01 h 15

La présente mission consiste à établir l'état de l'installation intérieure de gaz conformément à l'arrêté du 6 avril 2007 modifié, 18 novembre 2013 et 12 février 2014 afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes, de rendre opérante une clause d'exonération de la garantie du vice caché, en application de l'article 17 de la loi n°2003-08 du 3 janvier 2003, modifié par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : **Hautes-Pyrénées**

Adresse : **3 Impasse Marita**

Commune : **65310 ODOS**

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété

Type de bâtiment : **maison individuelle**

Nature du gaz distribué : **Gaz naturel**

Distributeur de gaz : **Gaz de France**

Installation alimentée en gaz : **OUI**

B. - Désignation du propriétaire

Désignation du propriétaire :

Nom et prénom : **Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili**

Adresse : **3 Impasse Marita**

65310 ODOS

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Propriétaire

Nom et prénom : **Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili**

Adresse : **3 Impasse Marita**

65310 ODOS

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Nom et prénom :

Adresse :

N° de téléphone :

Références : **Numéro de compteur : 0304A1038200**

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **William RAULET**

Raison sociale et nom de l'entreprise : **Sarl Expertise Conseil Immobilier**

Adresse : **15 rue des Pyrénées**

65320 LAGARDE

Numéro SIRET : **79898073600010**

Désignation de la compagnie d'assurance : **Allianz**

Numéro de police et date de validité : **53.443.331 / 31/12/2016**

Certification de compétence **7-0214** délivrée par : **CERTIFI**, le **26/10/2012**

Norme méthodologique employée : **NF P 45-500 (Janvier 2013)**

D. - Identification des appareils

Liste des installations intérieures gaz (Genre ⁽¹⁾ , marque, modèle)	Type ⁽²⁾	Puissance en kW	Localisation	Observations : (anomalie, taux de CO mesuré(s), motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné)
Chaudière-SAUNIER DUVAL	Étanche	28 kW	Sous-Sol - Chaufferie	Entretien appareil : Oui

(1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur,

(2) Non raccordé — Raccordé — Étanche.

Note : Nous vous rappelons l'obligation d'entretien des appareils et de contrôle de la vacuité des conduits de fumées.

Note 2 : Notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux installations non contrôlées, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des installations concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

Note 3 : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non.

E. - Anomalies identifiées

Points de contrôle ⁽³⁾ (selon la norme)	Anomalies observées (A1 ⁽⁴⁾ , A2 ⁽⁵⁾ , DGI ⁽⁶⁾ , 32c ⁽⁷⁾)	Libellé des anomalies et recommandations
Néant	-	-

(3) Point de contrôle selon la norme utilisée.

(4) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation

(5) A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

(6) DGI : (Danger Grave et Immédiat) L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

(7) 32c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

Note : Nous vous rappelons que la responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation

F. - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motif :

Néant

Nota : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation présente dans des bâtiments, parties du bâtiment n'ayant pu être contrôlés.

G. - Constatations diverses

Commentaires :

- Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- Le conduit de raccordement n'est pas visitable

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Observations complémentaires :

Néant

Conclusion :

- L'installation ne comporte aucune anomalie.
- L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.
- L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

H. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI

- Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz
ou
- Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation
- Transmission au Distributeur de gaz par courrier des informations suivantes :
- référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
 - codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).
- Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

I. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c

- Transmission au Distributeur de gaz par courrier de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
- Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie. ;

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **CERTIFI - 37, route de Paris 31140 AUCAMVILLE (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**

Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz :

Visite effectuée le **22/11/2016.**

Fait à **LAGARDE**, le **23/11/2016**

Par : William RAULET

Signature du représentant :

Sarl Expertise Conseil Immobilier
15, rue des Pyrénées 65320 LAGARDE
Tél. 06 64 42 19 10
Mail: expertise@consoil.com
Sarl au capital de 5000 Euros
RCS 798980736 - APE 6820B
TVA non applicable - Article 206 B du CGI

Annexe - Photos

Photo n° CHAUDIERE GAZ
Localisation : Sous-Sol - Chaufferie
CHAUDIERE
Recommandation : FICHE TECH

Annexe - Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

Les accidents dus aux installations gaz, tout en restant peu nombreux, sont responsables d'un nombre important de victimes. La vétusté des installations, l'absence d'entretien des appareils et certains comportements imprudents sont des facteurs de risque : 98 % des accidents, fuites et explosions sont recensés dans les installations intérieures. Les intoxications oxycarbonées et les explosions font un grand nombre de victimes qui décèdent ou gardent des séquelles et handicaps à long terme.

Quels sont les moyens de prévention des accidents liés aux installations intérieures gaz ?

Pour prévenir les accidents liés aux installations intérieures gaz, il est nécessaire d'observer quelques règles de base :

- Renouvelez le tuyau de raccordement de la cuisinière ou de la bouteille de gaz régulièrement et dès qu'il est fissuré,
- Faire ramoner les conduits d'évacuation des appareils de chauffage et de cheminée régulièrement,
- Faire entretenir et contrôler régulièrement les installations intérieures de gaz par un professionnel.

Mais il s'agit également d'être vigilant, des gestes simples doivent devenir des automatismes :

- ne pas utiliser les produits aérosols ou les bouteilles de camping-gaz dans un espace confiné, près d'une source de chaleur,
- fermer le robinet d'alimentation de votre cuisinière après chaque usage et vérifiez la date de péremption du tuyau souple de votre cuisinière ou de votre bouteille de gaz,
- assurer une bonne ventilation de votre logement, n'obstruer pas les bouches d'aération,
- sensibiliser les enfants aux principales règles de sécurité des appareils gaz.

Quelle conduite adopter en cas de fuite de gaz ?

Lors d'une fuite de gaz, il faut éviter tout risque d'étincelle qui entraînerait une explosion :

- ne pas allumer la lumière, ni toucher aux interrupteurs, ni aux disjoncteurs,
- ne pas téléphoner de chez vous, que ce soit avec un téléphone fixe ou un portable,
- ne pas prendre l'ascenseur mais les escaliers,
- une fois à l'extérieur, prévenir les secours

Pour aller plus loin : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>



Sarl Expertise Conseil Immobilier
15 rue des Pyrénées 65320 Lagarde
Tél. 06.64.42.19.50
Mail : sarl.eci@outlook.com
Société à responsabilité limitée au capital de 5000 Euros
RCS 79898073600010 – APE 6820B
TVA non applicable – Article 293 B du CGI

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

Numéro de dossier : 2014/01/0007
Norme méthodologique employée : AFNOR FD C 16-600 (juin 2015)
Date du repérage : 22/11/2016
Heure d'arrivée : 14 h 45
Durée du repérage : 01 h 15

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 10 aout 2015 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7, R134-10 et R134-11 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

A. - Désignation du ou des immeubles bâtis

Localisation du ou des bâtiments bâtis :

Département : **Hautes-Pyrénées**
Adresse : **3 Impasse Marita**
Commune : **65310 ODOS**
Référence cadastrale :

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Périmètre de repérage : **Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété**
Type d'immeuble : **Toute la maison, du sous-sol aux combles.**
Année de construction du bien : . **< 1997**
Année de l'installation : **Inconnue**
Distributeur d'électricité : **EDF**

B. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :

Nom et prénom : **Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili**
Adresse : **3 Impasse Marita**
..... **65310 ODOS**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Propriétaire**

Propriétaire de l'appartement ou de la maison individuelle:

Nom et prénom : **Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili**
Adresse : **3 Impasse Marita**
..... **65310 ODOS**

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **William RAULET**
Raison sociale et nom de l'entreprise : **Sarl Expertise Conseil Immobilier**
Adresse : **15 rue des Pyrénées**
..... **65320 LAGARDE**
Numéro SIRET : **79898073600010**
Désignation de la compagnie d'assurance : **Allianz**
Numéro de police et date de validité : **53.443.331 / 31/12/2016**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **CERTIFI** le **26/10/2012** jusqu'au **25/10/2017**. (Certification de compétence **7-0214**)

D. – Limites du domaine d'application du diagnostic

Le diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure, ni les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

E. – Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

- L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie** et ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie**, mais fait l'objet de **constatations diverses**.
- L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- L'installation intérieure d'électricité ~~comporte une ou des anomalies~~. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de **constatations diverses**.

E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

- 1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
- 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- 7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.
- 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
- 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.
- 9. Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
- 10. La piscine privée ou le bassin de fontaine.

E.3. Les constatations diverses concernent :

- Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.
- Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.
- Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

F. - Anomalies identifiées

N° Article (1)	Libellé des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre
B3.3.6 a1	<p>Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.</p> <p>Remarques : Prises électriques sans mise à la terre (rdc salon, entrée, salle à manger, chambre 1, étage 1 palier, chambre 2, 3, wc, salle d'eau 1) Présence de socle(s) de prise non équipés de broche de terre ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer le(s) socle(s) de prise existant par des socles de prise équipés de broche de terre</p>	B3.3.6 1	<p>Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.
B3.3.6 a3	<p>Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre.</p> <p>Remarques : Présence de circuits électriques non équipés de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection sur les circuits qui n'en sont pas équipés</p>	B3.3.6 1	<p>Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.
B4.3 b	<p>Le type d'au moins un fusible ou un disjoncteur n'est plus autorisé (fusible à tabatière, à broches rechargeables, coupe-circuit à fusible de type industriel, disjoncteur réglable en courant protégeant des circuits terminaux).</p> <p>Remarques : Présence de fusible(s) de type à broche(s) rechargeable(s) : tableau situé à l'étage dans placard sur palier (cf photo) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer le(s) fusible(s) de type à broche(s) rechargeable(s) par des protections autorisées</p>	B4.3 b	
B7.3 d	<p>L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.</p> <p>Remarques : Présence de conducteurs accessibles et non protégés en chambre 2, 3 et wc de l'étage, et wc au sous-sol. Présence de connexion de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension</p>	B7.3 d	
B7.3 e	<p>L'installation électrique comporte au moins un dispositif de protection avec une partie active nue sous tension accessible.</p> <p>Remarques : Présence de conducteurs accessibles et non protégés en chambre 2, 3 et wc de l'étage, et wc au sous-sol. Présence de dispositif de protection de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension</p>	B7.3 e	

B8.3 a	<p>L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste.</p> <p>Remarques : Douilles métalliques (chambre 2, 3 et wc étage), douille porcelaine (chambre 5), porte fusible obsolète (sur tableau électrique), prises électriques sans mise à la terre (rdc salon, entrée, salle à manger, chambre 1, etage 1 palier, chambre 2, 3, wc, salle d'eau 1).</p> <p>Présence de matériel électrique vétuste (douilles, interrupteurs, socles de prise...) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels électriques vétustes</p>	B8.3 a	
B8.3 e	<p>Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.</p> <p>Remarques : Présence de conducteurs accessibles et non protégés en chambre 2, 3 et wc de l'étage, et wc au sous-sol.</p> <p>Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécanique sur les conducteurs non protégés</p>	B8.3 e	

- (1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.
- (*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

G.1. – Informations complémentaires

Article (1)	Libellé des informations
B11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.
B11 b2	<p>Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.</p> <p>Remarques : Présence de socles de prises non équipés d'obturateur ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les socles de prises non équipés d'obturateur par des socles de prises à obturateur</p>
B11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

G.2. – Constatations diverses

Il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

G1. – Installations ou parties d'installation non couvertes

Néant

G2. – Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme FD C 16-600 – Annexe C	Motifs
Néant	-	

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée.

G3. - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

H. – Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **CERTIFI - 37, route de Paris 31140 AUCAMVILLE (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)***

Dates de visite et d'établissement de l'état :

Visite effectuée le : **22/11/2016**Etat rédigé à **LAGARDE**, le **23/11/2016**Par : **William RAULET**

Signature du représentant :

Sarl Expertise Conseil Immobilier
 15, rue des Pyrénées 65320 LAGARDE
 Tél: 06 64 42 19 40
 Mail: expert@ecim.fr
 Sarl au capital de 5000 Euros
 RCS 798980736 - APE 6820B
 TVA non applicable - Article 293 B de CGI

I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Correspondance avec le domaine d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B.1	Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrification, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.
B.2	Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution.
B.3	Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution.
B.4	Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
B.5	Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution.
B.6	Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution.
B.7	Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrification, voire d'électrocution.
B.8	Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrification, voire d'électrocution.
B.9	Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrification, voire d'électrocution.
B.10	Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution.

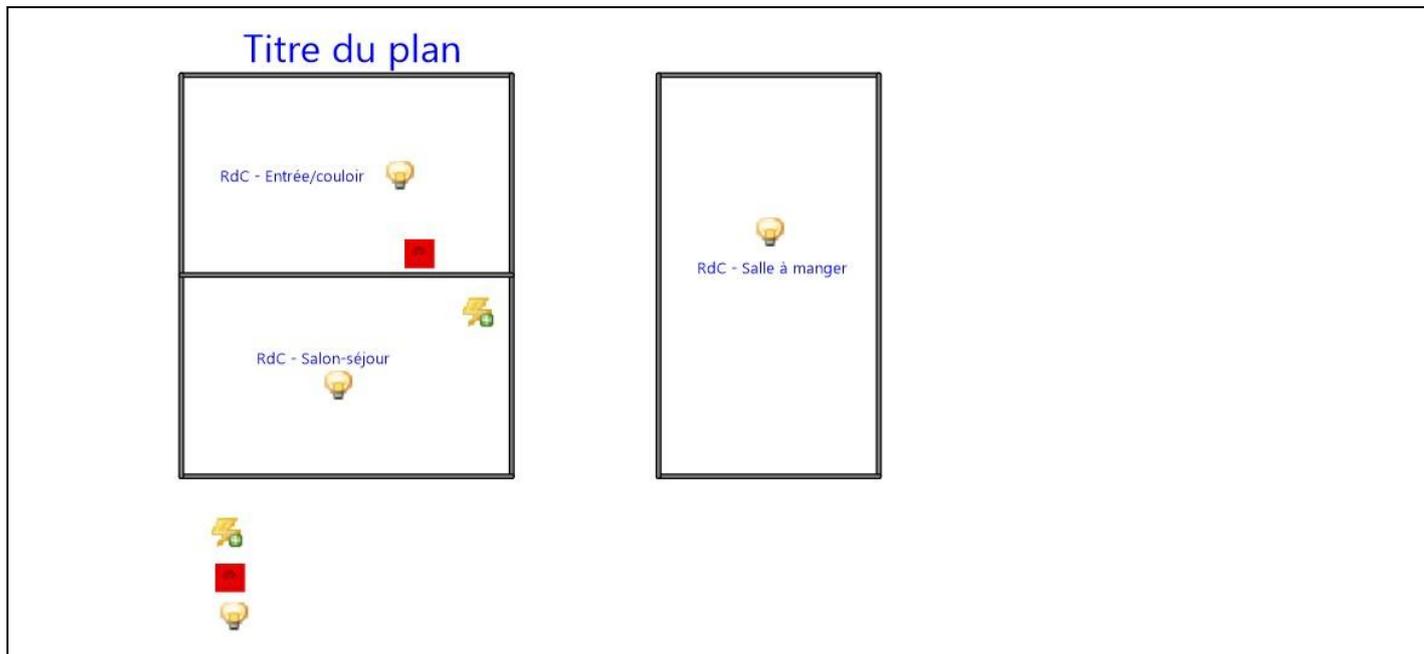
(1) Référence des anomalies selon la norme ou spécification technique utilisée.

J. - Informations complémentaires

Correspondance avec le groupe d'informations (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B.11	<p>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrification, voire d'électrocution.</p> <p>Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrification, voire l'électrocution.</p> <p>Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrification, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.</p>

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou spécification technique utilisée.

Annexe - Plans



Annexe - Photos



	<p>Photo e2 Localisation : Étage 1 - Palier - Placard Libellé de l'anomalie : Matériels vétustes : types de fusibles</p>
	<p>Photo e3 Localisation : Sous-Sol - Garage Libellé de l'anomalie : Tableau général de protection et répartition</p>
	<p>Photo e4 Localisation : Toutes pièces - selon installation Libellé de l'anomalie : Exemple de conducteurs de courant non protégés</p>

Recommandations

Néant

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé



Sarl Expertise Conseil Immobilier
15 rue des Pyrénées 65320 Lagarde
Tél. 06.64.42.19.50
Mail : sarl.eci@outlook.com
Société à responsabilité limitée au capital de 5000 Euros
RCS 79898073600010 – APE 6820B
TVA non applicable – Article 293 B du CGI

Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : 2014/01/0007
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 03-201
Date du repérage : 22/11/2016
Heure d'arrivée : 14 h 45
Durée du repérage : 01 h 15

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : **Hautes-Pyrénées**
Adresse : **3 Impasse Marita**
Commune : **65310 ODOS**

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété

Périmètre de repérage : **Toute la maison, du sous-sol aux combles.**

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 133-5 du CCH :
Néant

B. - Désignation du client

Désignation du client :

Nom et prénom : **Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili**
Adresse : **3 Impasse Marita 65310 ODOS**

Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Propriétaire

Nom et prénom : **Mr et Mme LACOQUE Maurice et Lili**

Adresse : **3 Impasse Marita**
65310 ODOS

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **William RAULET**
Raison sociale et nom de l'entreprise : **Sarl Expertise Conseil Immobilier**
Adresse : **15 rue des Pyrénées**

65320 LAGARDE

Numéro SIRET : **79898073600010**

Désignation de la compagnie d'assurance : ... **Allianz**

Numéro de police et date de validité : **53.443.331 / 31/12/2016**

Certification de compétence **7-0214** délivrée par : **CERTIFI**, le **26/10/2012**

D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

RdC - Entrée/couloir,
RdC - Salon-séjour,
RdC - Salle à manger,
RdC - Cuisine,
RdC - Buanderie,
RdC - Cellier,
RdC - Wc,
RdC - Salle de bain,
RdC - Chambre 1,
RdC - Escalier,
Étage 1 - Palier,
Étage 1 - Chambre 2,
Étage 1 - Chambre 3,
Étage 1 - Wc,

Étage 1 - Salle d'eau 1,
Étage 1 - Couloir,
Étage 1 - Salle d'eau 2,
Étage 1 - Chambre 4,
Étage 1 - Chambre 5,
Sous-Sol - Escalier,
Sous-Sol - Garage,
Sous-Sol - Chaufferie,
Sous-Sol - Cave,
Sous-Sol - Bureau 1,
Sous-Sol - Wc,
Sous-Sol - Escalier 2,
Sous-Sol - Bureau 2,
Sous-Sol - Vide-sanitaire

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
RdC - Entrée/couloir	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Entrée/couloir	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Entrée/couloir	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Entrée/couloir	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Entrée/couloir	Porte d'entrée - Bois et Vernis	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Entrée/couloir	Sol - hourdis briques creuses + béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Entrée/couloir	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Entrée/couloir	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Entrée/couloir	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Entrée/couloir	Porte d'entrée - Bois et Vernis	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Plafond - Plâtre et poutres bois	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Plafond - Plâtre et poutres bois	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Sol - hourdis briques creuses + béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Plafond - Plâtre et poutres bois	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	Fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salon-séjour	porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites

RdC - Salle à manger	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Plafond - Plâtre et Poutres bois	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Porte d'entrée - Bois et Vernis	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Sol - hourdis briques creuses + béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	Fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle à manger	porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	Fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	Sol - hourdis briques creuses + béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cuisine	Fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	Fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites

RdC - Buanderie	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	Fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Buanderie	Porte ext. - Bois et Vernis	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Sol - hourdis briques creuses + béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Cellier	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Sol - hourdis briques creuses + béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Wc	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle de bain	Sol - hourdis briques creuses et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle de bain	Mur - Plâtre et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle de bain	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites

RdC - Salle de bain	Fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle de bain	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle de bain	Sol - hourdis briques creuses + béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle de bain	Mur - Plâtre et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle de bain	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle de bain	Fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Salle de bain	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Sol - hourdis briques creuses et plancher bois type stratifié	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Plinthes - Plâtre et bois	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Sol - hourdis briques creuses + béton et plancher bois type stratifié	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Plinthes - Plâtre et bois	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Chambre 1	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Escalier	Sol - bois et Moquette collée	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Escalier	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Escalier	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
RdC - Escalier	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Palier	Sol - Béton et plancher bois type stratifié	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Palier	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Palier	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Palier	Plinthes - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Palier	porte-fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 2	Sol - Béton et plancher bois type stratifié	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 2	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 2	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 2	Plinthes - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 2	fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 2	Porte d'entrée - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 3	Sol - Béton et plancher bois type stratifié	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 3	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 3	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 3	Plinthes - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 3	fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 3	Porte d'entrée - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites

Étage 1 - Wc	Mur - Plâtre et papier peint et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Plafond - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Mur - Plâtre et papier peint et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Plafond - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Sol - , - Béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Plafond - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Mur - Plâtre et papier peint et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Plafond - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Wc	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Salle d'eau 1	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Salle d'eau 1	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Salle d'eau 1	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Salle d'eau 1	fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Salle d'eau 1	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Couloir	Sol - Béton et plancher bois type stratifié	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Couloir	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Couloir	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Couloir	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Salle d'eau 2	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Salle d'eau 2	Mur - Plâtre et faïence	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Salle d'eau 2	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Salle d'eau 2	fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Salle d'eau 2	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 4	Sol - Béton et plancher bois type stratifié	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 4	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 4	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 4	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 4	fenêtre de toit - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 4	Porte d'entrée - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 5	Sol - Béton et moquette	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 5	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 5	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 5	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 5	porte-fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Étage 1 - Chambre 5	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Escalier	Sol - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Escalier	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites

Sous-Sol - Escalier	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Escalier	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Garage	Sol - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Garage	Mur - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Garage	Plafond - Hourdis Briques creuses	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Garage	Porte - Bois et Vernis	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Chaufferie	Sol - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Chaufferie	Mur - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Chaufferie	Plafond - Hourdis Briques creuses et plâtre	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Cave	Sol - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Cave	Mur - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Cave	Plafond - Hourdis Briques creuses et plâtre	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 1	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 1	Mur - Béton + plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 1	Plafond - Hourdis Briques creuses + Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 1	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 1	fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 1	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Wc	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Wc	Mur - Béton + plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Wc	Plafond - Hourdis Briques creuses + Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Wc	Plinthes - Plâtre et carrelage	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Wc	fenêtre - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Wc	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Escalier 2	Sol - Béton et pierre décorative type marbre	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Escalier 2	Mur - Béton + plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Escalier 2	Plafond - Hourdis Briques creuses + Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Escalier 2	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 2	Sol - Béton et plancher bois type stratifié	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 2	Mur - Béton + plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 2	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 2	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 2	fenêtre avec volets - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Bureau 2	Porte - Bois et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Vide-sanitaire	Sol - Béton et plancher bois type stratifié	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Vide-sanitaire	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Vide-sanitaire	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Vide-sanitaire	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Vide-sanitaire	Sol - terre battue	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-Sol - Vide-sanitaire	Mur - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites

Sous-Sol - Vide-sanitaire	Plafond - Hourdis briques creuses et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
---------------------------	---	--

- (1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.
- (2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...
- (3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Mars 2012) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiés en France métropolitaine (Reticulitermes flavipes, reticulitermes lucifugus, reticulitermes banyulensis, reticulitermes grassei et reticulitermes urbis) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (Coptotermes et heterotermes),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les kalotermes flavicolis présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les Cryptotermes présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricole**, appartiennent au genre Nasutitermes présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

Rappels réglementaires :

L 133-5 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Néant

G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Néant	-	

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

H. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Mars 2012), à l'article L.133-5, L.133-6, L 271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars

2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Moyens d'investigation :

- Examen visuel des parties visibles et accessibles.
- Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
- Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
- Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
- À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Informations communiquées à l'opérateur par le donneur d'ordre, concernant des traitements antérieurs ou une présence de termites dans le bâtiment :

Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Mme LACOQUE Lili

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

Néant

Nota 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Nota 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

I. - Constatations diverses :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses
Néant	-	-

Note : Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

Nota 1 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 2 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

*Nota 3 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **CERTIFI 37, route de Paris 31140 AUCAMVILLE (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)***

Visite effectuée le **22/11/2016**
Fait à **LAGARDE**, le **23/11/2016**

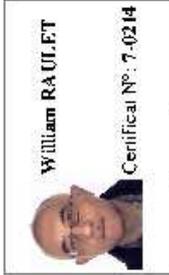
Par : William RAULET

Sarl Expertise Conseil Immobilier
15, rue des Pyrénées 65320 LAGARDE
Tél: 06 64 42 19 10
Mail: expertise@surbook.com
Sarl au capital de 3000 Euros
RCS 798980736 - APE 6820B
TVA non applicable - Article 206 B de CGI



CERTIFICAT DE COMPETENCES

CERTIFI organisme accrédité par le COPRAC (numéro d'accréditation 4-0082) certifie que :



William RAULET

Certificat N° : 7-0214

est certifié compétent pour :

Domaine(s)	Certificat		Selon norme NF EN ISO/CEI 17024 et
	délivré le	expire le	
AMIANTE	26-10-2012	25-10-2017	Arrêté du 21 novembre 2006 relatif aux cours de qualification de compétence de personnes physiques agissant en tant qu'opérateurs de diagnostic amianté dans les immeubles bâtis et les cours de formation de personnes de qualification
DPE	26-10-2012	25-10-2017	Arrêté du 18 novembre 2006 relatif à l'attribution des cours de qualification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performances énergétiques et l'insertion de ceux-ci en complément de l'agencement des maquettes et les cours de qualification des personnes de qualification
TERMITE METROPOLIFE	26-10-2012	25-10-2017	Arrêté du 30 novembre 2006 relatif à l'attribution des cours de qualification des compétences des personnes physiques réalisant l'évaluation de la présence de termites dans le bâtiment et les cours de qualification des personnes de qualification
GAZ	26-10-2012	25-10-2017	Arrêté du 6 avril 2007 relatif à l'attribution des cours de qualification des compétences des personnes physiques réalisant l'évaluation des installations méthanées par le biais de la qualification des personnes de qualification
ELECTRICITE	14-03-2011	13-03-2016	Arrêté du 3 juillet 2008 relatif à l'attribution des cours de qualification des compétences des personnes physiques réalisant l'évaluation des installations électriques à basse tension et des personnes de qualification de qualification

- C1CEEP : Cours de qualification en Plomb
- C1DREP : Diagnostic de l'état de l'installation par le plomb de plomb et
- C1CAT : Cours de qualification en plomberie et plomb
- C1DPE : Diagnostic de Plomberie Énergétique

Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, il appartient à votre destinataire ou le client du présent document, de contrôler en temps réel la véracité et la validité du certificat sur le site web de CERTIFI au : www.certifi.fr

Fait Aucamville, le 30-04-2013
La Direction de CERTIFI,



ACCREDITATION
N° 4-0082
PORTÉE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
WWW.COPRAC.FR

CERTIFI - SCS capital 40 000 - 37, Route de Paris 31100 Aucamville - T. : 05 61 311 311 Fax. : 05 61 311 316

Site web : www.certifi.fr - certifi@certifi.fr

PLACES HEBERGES : Certificat 2012/6 (100) - 2012/7 (100) - 2012/8 (100) - 2012/9 (100) - 2012/10 (100) - 2012/11 (100) - 2012/12 (100)

© 2013 COPRAC - Tous droits réservés

ATTESTATION D'ASSURANCE

ALLIANZ IARD, dont le siège social est situé, 87 rue de Richelieu, 75002 PARIS atteste que :

EXPERTISE CONSEIL IMMOBILIER
15 RUE DES PYRENEES
65320 LAGARDE

est titulaire d'un contrat d'assurance **Responsabilité Civile** portant le n° **53 443 331**, qui a pris effet le **01 01 2014**.

Ce contrat actuellement en vigueur a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005-655 du 08 Juin 2005 et son décret d'application n° 2006-1114 du 05 Septembre 2006, codifié aux articles R271-1 à R212-4 et L271-4 à L271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- Garantir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Les Diagnostics immobiliers sont les suivants :

- Diagnostic technique SRU,
- Diagnostic termite,
- Etat parasitaire,
- Exposition au plomb,
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- Etat des lieux,
- Installation intérieure d'électricité,
- diagnostic gaz ,
- Risques naturels et technologiques,
- Diagnostic de performance énergétique
- Loi Carrez,
- Millièmes,

La présente attestation est valable du 01 janvier 2016 au 31 12 2016.

Le présent document, établi par Allianz, a pour objet d'attester l'existence d'un contrat.

Il ne constitue pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager Allianz au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère.

Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Toute adjonction autre que les cachet et signature du représentant de la Compagnie est réputée non écrite.

Etabli à Paris, le 29 janvier 2016.

Pour la Compagnie :

Allianz IARD
Entreprise régie par le Code des Assurances
Société anonyme au capital de 991.967.200 €
Siège social : 1, cours Michelet CS 30051
92076 Paris La Défense Cedex
542 110 291 RCS Nanterre

Allianz IARD – Entreprise régie par le Code des assurances.

SA au capital de 991.967.200 euros - 542 110 291 RCS Paris - N° TVA : FR76 542 110 291 - Siège social : 1, cours Michelet CS30051
92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION	MONTANTS MAXIMUMS GARANTIS
<p>■ Dommages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tous dommages confondus 6 100.000,00 € par sinistre <p style="padding-left: 20px;">Sans pouvoir dépasser, pour les dommages ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Dommages matériels et immatériels consécutifs..... 800.000,00 € par sinistre <p style="padding-left: 20px;">Sauf cas ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vol par préposés..... 15.300,00 € par sinistre ○ Dommages immatériels non consécutifs..... 305.000,00 € par sinistre <p>■ Dommages résultant d'une atteinte à l'environnement accidentelle (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tous dommages confondus 300.000,00 € par année d'assurance <p>■ Dommages à vos préposés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dommages corporels et matériels accessoires..... 1.000.000,00 € par année d'assurance 	
RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE	MONTANTS MAXIMUMS GARANTIS
<p>Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus</p> <p>dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dommages matériels et immatériels consécutifs aux biens (objets, documents, supports informatiques) remis en vue de l'exécution de votre prestation, y compris frais de reconstitution (§ 1.1b) 100.000 € par année d'assurance - Dommages résultant d'infections informatiques..... 30.000 € par année d'assurance 	<p>500.000 € par année d'assurance et 300.000 € par sinistre</p>
DEFENSE PENALE ET RECOURS SUITE A ACCIDENT	SEUIL SPECIAL D'INTERVENTION
<p>Frais et honoraires assurés, quel que soit le nombre de victimes.....</p>	<p>50.000,00 € HT par année d'assurance</p>